



## Les États-Unis ont émis un acte d'accusation scellé contre Julian Assange

Par [Wikileaks](#)

Mondialisation.ca, 01 février 2019

[wikileaks.org](http://wikileaks.org)

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Loi et Justice](#), [Services de renseignements](#)

Dans le cadre de la campagne de LGS pour Julian Assange, voici un document publié par Wikileaks en 2012 qui nous avait échappé et qui nous paraît suffisamment révélateur pour être publié aujourd'hui - mieux vaut tard que jamais.

[COMMUNIQUÉ DE PRESSE](#) - STRATFOR EMAILS : LES ETATS-UNIS ONT ÉMIS UN ACTE D'ACCUSATION SCELLÉ CONTRE JULIAN ASSANGE.

Mardi 28 février 2012 18:30 GMT

Les courriels confidentiels obtenus de la société de renseignement privée américaine Stratfor montrent que le gouvernement des États-Unis a produit un acte d'accusation secret contre le fondateur de WikiLeaks Julian Assange depuis plus de 12 mois.

Fred Burton, vice-président de Stratfor chargé de l'antiterrorisme et de la sécurité d'entreprise, est un ancien sous-chef de la division antiterroriste du Département d'État (DoS) du Service de sécurité diplomatique (DSS).

Début 2011, Burton a révélé dans une correspondance interne de Stratfor qu'un grand jury secret avait déjà émis un acte d'accusation scellé pour Assange : « Pas pour publication, on a un acte d'accusation scellé sur Assange. Ne pas divulguer SVP. » ([375123](#)) Selon Burton : « Assange fera une jolie mariée en prison. Au diable le terroriste. Il bouffera de la nourriture pour chat pour le reste de sa vie. » ([1056988](#)) Quelques semaines plus tôt, après la libération de Julian Assange d'une prison de Londres, où il avait été placé en détention provisoire en vertu d'un mandat d'arrêt du procureur suédois, Fred Burton avait déclaré à SkyNews : « l'extradition vers les États-Unis est de plus en plus probable ». ([373862](#)).

Les courriels de Fred Burton révèlent que le gouvernement américain utilise la même stratégie antiterroriste contre Julian Assange et WikiLeaks que contre Al-Qaïda : « Saisissez l'argent. Poursuivez son infrastructure. Les outils que nous utilisons pour baiser et désosser un wiki sont les mêmes que ceux utilisés pour démanteler et suivre Al-Qaïda]. Remerciez Cheney et 43 [l'ancien président américain George W. Bush]. Big Brother tient le terroriste libéral par les couilles. » ([1067796](#))

Dix jours après l'assassinat présumé d'Oussama ben Laden par la CIA, Burton écrit dans un courriel envoyé à la liste de diffusion « sécurisée » de Stratfor qu'il « peut avoir accès au matériel saisi dans la planque d'OBL Osama ben Laden ». ([1660854](#))

Burton déclare : « Trouver les confédérés de Julian Assange est aussi la clé. Renseignez-vous sur les autres voleurs mécontents à l'intérieur de la tente ou à l'extérieur [sic]. Chargez la barque. Trimbalez-le d'un pays à l'autre pour faire face à diverses accusations pendant les 25 prochaines années. Mais, saisissez tout ce que lui et sa famille possèdent, sans oublier tous ceux liés à Wikileaks. » ([1056763](#))

Avec le FBI, le Service de Sécurité Diplomatique et le Département de la Défense (DoD) forment un groupe multi-agences du gouvernement américain cherchant à inculper et poursuivre criminellement WikiLeaks et Julian Assange. Selon le Département d'État, le Département de la sûreté et de la sécurité mène l'enquête sur toutes les pistes impliquant le Département de la défense et l'aide dans l'analyse scientifique des disques durs saisis par le Gouvernement américain dans le cadre de son enquête criminelle en cours.

Burton dit aussi qu'il « poursuivrait avec de charges de piraterie et terrorisme politique et déclassifierait la mort d'une source qu'il pourrait relier à Wikileaks » ([1074383](#)) La stratégie de Burton est de » d'abord ruiner [financièrement] ce trou du cul », dit Burton, » ensuite ruiner sa vie. Lui coller 7-12 ans [de prison] pour complot. » ([1057220](#))

Julian Assange, fondateur de WikiLeaks, a dit :

« Depuis plus d'un an, le procureur général américain Eric Holder mène une enquête « secrète » de Grand Jury sur WikiLeaks. Cette chasse aux sorcières néo-McCarthyiste contre WikiLeaks est peut-être l'héritage décisif de M. Holder. Tout étudiant en histoire américaine sait que la justice secrète n'est pas une justice du tout. Il faut que justice soit faite. L'autorité légitime découle du consentement éclairé des gouvernés, et non de l'attaché de presse d'Eric Holder. Les grands jurys secrets avec des mises en accusation secrètes sont apparemment la méthode préférée d'Eric Holder pour traiter avec les éditeurs qui demandent des comptes à son administration. Eric Holder a trahi l'héritage de Madison et Jefferson. Il devrait abandonner l'affaire ou démissionner. S'il continue, cependant, l'administration Obama ne peut pas - les Démocrates et les Républicains croient au droit de dire la vérité. »

Dès juin 2010, après la diffusion de la vidéo « Meurtre collatéral », mais avant la publication du journal de guerre afghan, les courriels parlent d'un acte d'accusation scellé. Lors d'une conversation par courriel entre Shane Harris, journaliste de la Sécurité nationale, et Burton, Harris est surpris d'apprendre qu'Assange allait assister à une conférence de l'IRE (Investigative Reporters and Editors à Las Vegas). Burton remarque : « En tant qu'étranger, nous pourrions révoquer droit d'entrée et l'expulser. Il pourrait également être mis en détention en tant que témoin important. Nous POURRIONS avoir un acte d'accusation scellé et l'emprisonner. Cela dépend de l'état d'avancement de l'affaire militaire » ([391504](#)). Julian Assange a annulé sa participation à la conférence de l'IRE pour des raisons de sécurité.

Dans un autre courriel adressé à Stephen Feldhaus, conseiller juridique de Stratfor, au sujet de Ronald Kessler, un « journaliste pro-FBI », Burton remarque : « J'ai hâte de voir Manning et Assange fassent face à une flopée d'accusations pour espionnage ». ([1035283](#))

En juillet 2010, Bradley Manning, source présumée de WikiLeaks, a été transféré du camp Arifjan, au Koweït, à la brigade de Quantico, dans le district militaire de Washington, à la demande du général de division Terry Wolff, alors commandant général de la 1ère Division blindée / Division américaine - Centre en Irak.

Wolff a demandé le déménagement de Manning, a rapporté le Pentagone, « en raison d'une détention préventive potentiellement longue en raison de la complexité des charges et d'une enquête en cours ». Trois jours avant l'arrivée de Manning à Quantico Brig, Burton a écrit à George Friedman, PDG et fondateur de Stratfor :

« Nous avons probablement demandé aux services secrets australiens de l'ASIS de surveiller les communications et les courriels Wiki, après que le soldat de Potomac ait été arrêté. Il est donc raisonnable de supposer que nous savons probablement déjà qui l'a fait. Le retard pourrait être de trouver comment déclassifier et utiliser l'intel australien sur Wiki.... Le propriétaire ([Julian Assange]) est un pacifiste. Il a besoin qu'on lui plonge la tête dans une cuvette de WC pleine à Gitmo [Guantanamo]. » ([402168](#))

Article original en anglais : <https://wikileaks.org/Stratfor-Emails-US-Has-Issued.html>

*Traduction par VD pour le Grand Soir*

La source originale de cet article est [wikileaks.org](http://wikileaks.org)

Copyright © [Wikileaks](http://Wikileaks), [wikileaks.org](http://wikileaks.org), 2019

---

Articles Par : [Wikileaks](http://Wikileaks)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)